

d'exercer la tutelle cause parfois des lourdeurs au niveau des différentes Directions Générales et d'autres départements. L'organigramme est fort centralisé et vertical, et cela influence le processus de prise de décisions.

Direction générale de l'Énergie (DGE)

Au sein du MHEM, la DGE coordonne toutes les actions dans le secteur. Elle est chargée en particulier d'élaborer et d'exécuter la politique nationale en matière d'énergie, de développer un programme d'approvisionnement en énergie, de promouvoir le développement des énergies renouvelables, d'élaborer un plan d'investissements sectoriels, etc.

Régie de production et de distribution d'eau et d'électricité (REGIDESO)

La REGIDESO créée en 1997, est une société publique régie par le Code des sociétés privées et publiques. Elle a pour mission le captage, le traitement et la distribution de l'eau, la production et la distribution de l'électricité ainsi que la commercialisation de ces produits dans les centres urbains et les centres jugés importants par le Conseil d'Administration. Elle exécute elle-même ou fait exécuter sous son contrôle les études et travaux nécessaires à l'accomplissement de sa mission. La REGIDESO a le monopole du transport, de la distribution et de la vente d'électricité. Ses capacités de gestion sont limitées et ses revenus ne lui permettent pas de s'autofinancer¹⁵.

Autorité de régulation des secteurs de l'eau potable et de l'énergie (AREEN)

L'AREEN est une administration personnalisée de l'Etat, dotée de la personnalité juridique et de l'autonomie administrative et financière. Elle assure le contrôle, la régulation et le suivi des activités relatives à l'énergie, promeut la concurrence et la participation du secteur privé, assure la mise en œuvre, le suivi et l'application des tarifs, et veille au respect des conditions d'exécution des autorisations, des contrats de concession, des contrats PPP. L'AREEN est une structure de régulation dynamique, mais relativement jeune, et n'a pas encore atteint le niveau d'autonomie et de croisière suffisant.

Agence burundaise d'Électrification rurale (ABER)

L'ABER est dotée de la personnalité juridique, d'un patrimoine propre et d'une autonomie de gestion. Elle a pour mission l'élaboration et l'exécution des programmes et projets d'électrification rurale, pouvant permettre la production de l'électricité à fournir à la population rurale. L'ABER gère actuellement un petit parc de réseaux et de mini-réseaux ruraux, mais n'a pas de moyens humains et financiers suffisants pour étendre son réseau ou augmenter son offre.

Secteur privé

L'Action vise d'une part à améliorer le cadre légal et juridique lié à la libéralisation du secteur de l'énergie pour permettre davantage aux acteurs privés de mobiliser des investissements (y compris dans le transport, la distribution et la vente de l'électricité), et d'autre part à encourager la construction et l'exploitation par des acteurs privés de réseaux de distribution de l'électricité en milieu périurbain et rural. Le secteur privé jouera également un rôle clé dans les différents travaux d'extension, de réhabilitation et de modernisation du réseau de distribution actuel.

Organisations de la société civile burundaise

Les différentes organisations engagées dans le secteur de l'énergie, la protection de l'environnement, le développement rural, etc., ainsi que les organisations de femmes dans le secteur, jouent un rôle clé comme relais entre les partenaires de mise en œuvre et les populations bénéficiaires, y compris dans le dialogue et la coordination avec les autorités burundaises.

Autorités locales

Les autorités locales jouent un rôle fondamental dans l'implication des communautés et sont responsables de l'élaboration et de la mise en œuvre des plans communaux de développement communautaire (PCDC) qui planifient les priorités de développement de chaque commune y inclus en matière d'accès à l'énergie.

Partenaires au développement (PD)

Les principaux PaD qui financent le secteur de l'énergie avec l'UE sont la BM, la BEI et la BAD. La BAD a déjà mobilisé un financement parallèle à la présente Action (30 000 000 EUR) pour l'électrification de 36 localités, dont 28 chefs-lieux, des communes non encore électrifiées. La BM et la BEI interviendront dans le cofinancement et le suivi de la mise en œuvre de l'Action. L'UE, et ces trois PaD, ont mobilisé des financements importants dans le passé pour renforcer la production électrique du pays (construction de centrales électriques et de réseaux

¹⁵ Une mission de la TAF en cours de déploiement au moment de la rédaction du présent Document d'Action inclut la préparation des termes de références pour la réalisation d'un audit financier de la REGIDESO.